Proposition de résolution pour l'égalité de l'accès aux services de sage-femme dans les francophonies canadiennes

Proposée par : Geneviève Gagnon (Ottawa, Ontario)

Appuyée par : Kirsty Bourret (Thunder Bay, Ontario), Elizabeth LeBlanc (Charlottetown, Î.-P.-É.)

Introduction : Considérant que l'ACSF a une nouvelle structure de gouvernance inclusive pour améliorer la représentation des groupes méritant l'équité, qui inclut parmi la liste, les francophones, et considérant la pénurie de main d'oeuvre francophone urgente depuis la fermeture de l'unique programme bilingue de formation sage-femme en Ontario, les signataires veulent présenter cette résolution afin d'avoir l'appui de l'association nationale pour soutenir les sages-femmes de langue française ainsi que les communautés francophones en milieu minoritaire à travers le Canada¹.

Premier constat : Le manque de soutien institutionnel

ATTENDU QUE les sages-femmes francophones hors Québec font face à un manque de soutien à l'échelle nationale, ainsi qu'à une méconnaissance des défis spécifiques de leur pratique. La pénurie de ressources et l'absence d'un cadre structuré pour renforcer leurs capacités compromettent l'offre de services en français. Un soutien accru des associations régionales, provinciales et nationale, en partenariat avec des organismes francophones, est essentiel pour pallier ces lacunes et garantir un accès équitable aux soins pour les francophones en situation minoritaire.

Deuxième constat : Qualité et accessibilité des services en français

ATTENDU QUE l'absence de données sur la prestation de soins en français limite la compréhension des besoins des clientes et entrave la qualité et la sécurité des services offerts. Une meilleure collecte d'informations est nécessaire afin d'évaluer l'impact du manque de services en français. L'offre active de ces services est primordiale, notamment dans des moments critiques comme l'accouchement.

Troisième constat : Lacunes en formation et en recherche en français

ATTENDU QUE depuis la fermeture du programme de formation de sages-femmes de l'Université Laurentienne en 2021, il n'existe plus de programme de formation de sage-femme offert en dehors du Québec, ni de programme d'intégration pour des sages-femmes formées à l'internationale francophone hors Québec, entravant dans l'immédiat, les efforts de recrutement. La contribution de recherche pour appuyer des projets d'études, qui amélioreront l'accès aux services de santé pour les francophones en situation minoritaire, n'existe pas sans le soutien d'un programme de formation. Cette situation crée un déficit de main-d'œuvre qualifiée pour répondre aux besoins de

¹ Nous adoptons la nouvelle définition inclusive de francophone (DIF) partagé par le Ministre des Affaires Francophones, qui englobe celles et ceux dont la langue maternelle est le français, de même que les personnes pour lesquelles la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais, mais qui ont une bonne connaissance du français comme langue officielle, et qui utilisent le français à la maison. Nous croyons que cette définition reflète bien nos communautés francophones et nos client(e)s que nous desservons en français et qui habitent dans les communautés francophones à travers le Canada.

la population francophone minoritaire. Il est impératif d'étudier et d'appuyer la création de nouvelles formations, par et pour les francophones, et de développer une base de données permettant d'identifier et de jumeler les sages-femmes francophones aux clientes qui en ont besoin.

IL EST RÉSOLU QUE pour garantir l'avenir de la profession et préserver l'accès aux soins en français, nous demandons la création d'un comité national qui évaluera les besoins des sages-femmes francophones au Canada, y compris celles en milieu minoritaire, et proposera des solutions adaptées. Ce comité devra inclure une représentation diversifiée, notamment des sages-femmes racisées, autochtones et immigrantes, afin de refléter la pluralité des enjeux et des réalités locales. Seul un engagement structuré et soutenu permettra d'assurer l'égalité des soins pour la francophonie canadienne.

RÉFÉRENCES

1. Accès équité (2025). *Simplifier l'accès aux services de santé en français*. <https://equity-link.ca/fr/>
2. Chaire de recherche de l'Université d'Ottawa et de l'Institut du Savoir Montfort sur la santé des francophones de l'Ontario (2025). *Organiser les connaissances sur la santé des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM)*. <https://sante-closm.ca/organiser-les-connaissances-sur-la-sante-des-closm/>
3. Consortium National de Formation en Santé (CNFS). *Centre de ressource en offre active - Carrefour de l'offre active*. <https://offreactive.com/>
4. Francopresse (6 mars 2025). *Ces femmes francophones qui accouchent en anglais*. <https://francopresse.ca/francophonie/2025/03/06/ces-femmes-francophones-qui-accouchent-en-anglais/>
5. Groupe de recherche sur la formation et les pratiques en santé et service social en contexte francophone minoritaire (GRFoPS) (2025). <https://www.grefops.ca>
6. Le Commissariat aux langues officielles (2024). *Un avenir en commun: regard sur nos communautés de langue officielle en situation minoritaire*. Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement Gouvernement du Canada. https://www.clo-ocol.gc.ca/sites/default/files/2024-10/Rapport_Un-avenir-en-commun_2024-FR.pdf
7. Le réseau du mieux-être francophone du Nord de l'Ontario (2025) *L'offre active des services de santé en français formation*. <https://formationoffreactive.ca>
8. LeDevoir (mars 2024). *Francophonie et langues autochtones: des ponts à construire*. <https://www.ledevoir.com/societe/808959/ponts-construire-langues-autochtones?>
9. Radio Canada (avril 2022). *Minorités francophones au Canada : présence et résilience*. <https://ici.radio-canada.ca/rci/fr/nouvelle/1874307/minorites-francophones-au-canada-presence-et-resilience>
10. *Stratégies gagnantes pour servir les Francophones* (2025) <https://strategiesgagnantes.ca>